

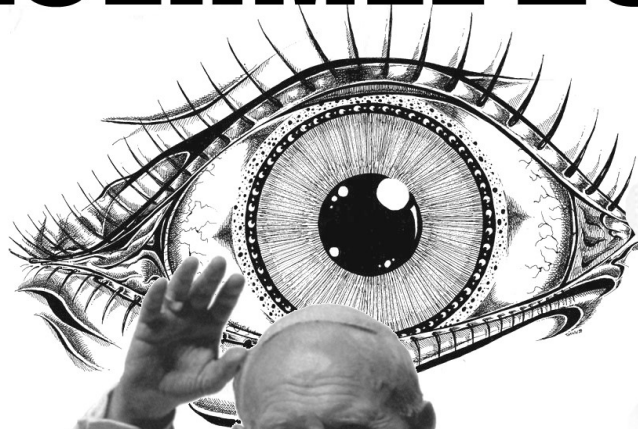


Le Huchoér

N°20

JOURNAL ANARCHO-INDÉPENDANTISTE BRE-

PLOERMEL 2007



“N'AYEZ PAS PEUR”

Yann-Baol 2

- Le cauchemar est climatisé
- Quelques nouvelles des OGM
- Cultureux : la guerre froide?
- Dossier : Ploërmel
- Emil Masson ha Brug

- Gentil prolo
- Tchi qu'y' a d'neu?
- Les Devezhiou Breizh Dieub : kezako?

Et toujours tout plein de trucs et de gens qui nous énervent...



Plateforme fondatrice de la Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)

De part leur culture spécifique, leur histoire, leurs langues, leur sentiment d'appartenance commune, le Breton/nes constituent un peuple. Tout peuple a le droit d'exister en tant que tel. Nous sommes donc pour l'indépendance de la Bretagne, afin de prendre notre avenir en main, de développer nos langues et notre culture et de réparer les dégâts infligés par le colonialisme français : acculturation, perte de nos langues, dépendance totale à l'État... Nous voulons être acteurs et actrices de notre histoire.

La France telle qu'elle nous est présentée n'existe pas. Sa conception nationale occulte notre identité en dépit des principes sur lesquels elle est soi-disant fondée. C'est un projet politique d'uniformisation, d'asservissement des peuples et de centralisation des compétences. En Bretagne, comme ailleurs, l'État français s'est toujours comporté en État colonialiste :

- Économiquement (pêche, agriculture, industries...)
 - Socialement (ANPE, P.A.R.É...)
 - Politiquement (centralisation, des pouvoirs et prises de décisions à Paris sans consultations locales...)
 - Militairement (JAPD, répartition calculée des forces d'occupation...)
- ainsi que dans tous les autres domaines (choix énergétiques, éducation...).

Nous sommes internationalistes

En cela nous sommes solidaires des autres peuples en luttes (sociales ou de libérations nationales) et nous sommes conscientEs qu'une lutte pour une Bretagne libertaire ne peut se concevoir que dans une lutte au niveau mondial. Dans cette perspective, le combat breton constitue une étincelle pouvant entraîner d'autres, en particulier dans les luttes d'émancipation qui sont un réservoir potentiel de changements sociaux radicaux.

En ce qui concerne les langues, le peuple breton, suite à la politique linguicide et uniformisatrice française, parle maintenant français dans son ensemble. Nous ne sommes donc pas contre la langue française, mais le breton et le gallo doivent reprendre la place qu'elles ont perdue dans la société civile, l'éducation, la presse... Nous sommes pour une société plurilingue où toutes les langues issues de l'immigration ont leur place sans exclusion.

Libertaires

Nous nous inscrivons en continuité du mouvement d'émancipation sociale né avec la Révolution Industrielle. Pour nous, la libération nationale ne peut se faire sans une libération

collective et individuelle. Cependant, nous ne privilégions pas un terrain de lutte plus qu'un autre.

L'État, contrairement à ce qu'il insinue, est un outil qui va forcément à l'encontre des peuples et des individus.

Prendre ses affaires en main, c'est ne pas laisser quelqu'un d'autre (élus, flics, préfets...) décider à

notre place. Que ce soit pour des questions de société, d'économie, de relation internationale, d'écologie..., ou pour le quotidien où les lois sont l'instrument répressif qui empêche l'individu/e de décider ce qui est bon pour lui/elle. Nous sommes donc pour un fonctionnement qui part de la base : assemblées de villages, de communes, de groupes affinitaires, de pays, où chaque individu/e peut s'exprimer et chaque idée être débattue entre tous/tes pour arriver à un consensus, afin de prendre en compte les intérêts de tout le monde sans exclusive. Jusqu'ici tous les modèles que l'on nous a imposés ont été un échec (capitalisme, socialisme de l'Est, démocraties électoralistes...). Il est donc temps d'imaginer et de construire une société nouvelle sur des bases humaines et collectives, et non spéculatives et autoritaires. Une Bretagne libertaire est résolument anticapitaliste, anti-autoritaire et antifasciste. Parce que la loi des marchés ne profite qu'à une poignée d'individus/es qui exploite le reste de la population et les ressources naturelles, nous sommes contre toute forme de patronat et pour la réappropriation des outils de production par ceux et celles qui cherchent à mettre en place l'autogestion, et produire uniquement le nécessaire. Cassons la logique productiviste qui n'a pour but que le profit !

L'uniformisation culturelle des peuples répond au besoin de standardisation et de contrôle de la consommation par les exploiters. Cette logique ouvre la porte à l'intolérance.

Pour nous l'indépendance est synonyme d'ouverture envers les autres. Pas question d'instaurer des frontières et de rejeter l'autre. La Bretagne est multiple et multiculturelle, et nous sommes conscient/es que c'est par cette mixité culturelle que les peuples avancent. Nous sommes contre toute forme de chauvinisme. Être Breton/ne ne signifie pas forcément être né/e en Bretagne ou porter un nom breton. Être Breton/ne, cela peut être choisir de participer à la vie collective bretonne, aux initiatives et aux décisions, être présent/e dans les assemblées.

Coordination **Bretagne Indépendante et Libertaire**

<http://www.cbil.lautre.net>

Ce numéro 20 du Huchoër coïncide avec le cinquième anniversaire de la CBIL, constituée fin 2001. C'est d'abord une satisfaction d'avoir tenu le rythme de la parution trimestrielle, avec ses 4 numéros par an ; d'avoir cet outil d'information et de réflexion original qui permet à la coordination de faire entendre sa voix tant bien que mal... Le terrain politique sur lequel nous évoluons a toujours été parsemé d'embûches, mais nous nous satisfaisons là où nous sommes, là où d'autres avant nous, ont allié l'émancipation bretonne avec les idées libertaires. Nous ne pouvons que nous satisfaire d'entretenir ces luttes là où d'autres se sont vite essoufflés. Mais c'est aussi l'instant du bilan, quand ces dates anniversaires nous font nous remettre en question ou tout au moins regarder en arrière l'engagement passé. A l'inverse des démagos de tout poil qui paradent au petit écran dans cette période pré-électorale, en rivalisant de fausses promesses, nous ne cacherons pas les difficultés que nous traversons, autant au niveau numérique qu'organisationnel pour pérenniser le combat que nous menons. Ca n'est ni pour autant de l'auto-flagellation, ni un aveu de faiblesse, encore moins le moment de baisser les bras pour nous, mais il nous faut réorienter nos luttes sur la forme. La difficulté de diffusion de nos idées, de la visibilité, du nombre de personnes à s'investir ne cachera pas notre détermination dans le temps. 5 ans ça n'est pas rien et surtout, ça n'est pas fini.

C'est pourquoi nous avons choisi pour les mois à venir de nous consacrer davantage au Huchoër et aux Devezhioù Breizh Dieub en particulier.

Les Devezhioù Breizh Dieub constituent un moment essentiel dans l'année pour se rencontrer et débattre. L'édition 2007 aura lieu les 8 et 9 juin dans la région de Guingamp autour du thème de la démocratie directe et des expériences autogestionnaires.

Malgré tout, nous ne faisons pas une croix sur des actions sur le terrain. Nous prévoyons de nous investir dans la lutte anti-électorale à partir de cette

année afin de refuser le grand cirque électoral sur-médiatisé. Nous consacrerons le prochain numéro en partie, à cette campagne.

Vive la Bretagne libre et libertaire, sans État ni frontières !



LE HUCHOËR (LE PORTE-VOIX EN GALLO) EST LE JOURNAL TRIMESTRIEL DE LA COORDINATION POUR UNE BRETAGNE INDÉPENDANTE ET LIBERTAIRE (CBIL)

ISSN : 1770-3506

CONTACT : HUCHOER@NO-LOG.ORG

LE HUCHOËR c/o CBIL, BP 70402, 22200 GWENGAMP CEDEX

Ca y est, c'est officiel, la « plus grande démocratie du monde » permet officiellement de s'asseoir sur les conventions de Genève en permettant aux agents de la CIA de procéder à des interrogatoires dits « musclés », sans risquer la moindre petite remontrance. Le christianiste George Bush au nom de la lutte contre le terrorisme vient donc de promulguer sa loi infâme et donne carte blanche à la CIA pour faire avouer le plus récalcitrant, ou bien le plus innocent. Ne nous faisons pas plus bêtes que nous ne sommes : nous savons que la torture existe à la CIA depuis que la CIA existe. Mais maintenant, c'est officiel. L'État peut faire hurler de douleur, ces cris ne seront plus tabous. Certes, on pourra toujours nous opposer que cette nouvelle loi interdit plusieurs pratiques d'interrogatoire, mais cela n'empêchera pas les agents de la CIA de bénéficier d'une protection légale complète. Et seul Bush est à même de définir la différence entre torture et interrogatoire « poussé ». La situation est d'autant plus grave et désastreuse que des aveux sous la torture peuvent amener des suspects arrêtés sur simple délation ou rumeur, à finir dans le couloir de la mort et ce, sans aucun recours possible. La loi des commissions militaires 2006, texte voté par le congrès donnent toute latitude à des militaires pour juger (même secrètement) toute personne soupçonnée de mettre en danger les intérêts des Etats-Unis. Devant ce simulacre de jugement, l'accusé ne pourra même pas espérer pouvoir se défendre correctement puisqu'on pourra jusqu'à lui cacher la nature des faits qui lui sont reprochés (sic) et que son défenseur lui sera imposé.

Ajoutons à cela un temps de détention illimité dans le temps et des conditions de vie carcérale abjectes qu'il ne pourra en aucun cas contester, pas plus d'ailleurs que les aveux obtenus sous la torture.

Dans ces conditions, prenez n'importe quel citoyen lambda, voir même Bush himself, et vous pourrez aisément en faire un « combattant ennemi illégal » (resic). Le premier républicain venu vendrait même sa mère après avoir subi « sodomie par bouteille » et autres sévices sexuels, « privation de sommeil », « simulacre de noyade », « électrocutions », ou s'être fait plongé la main dans l'alcool avant qu'on y mette le feu, ou autres humiliations et brimades quotidiennes et ce sans savoir quand tout cela finira un jour, et si cela doit finir. Dans ces conditions qui n'avouerait pas des crimes imaginaires pour enfin en finir, pour que tout cela cesse.

Ce qui se passe aujourd'hui aux États-Unis est très grave. Le cauchemar que l'on croyait réservé aux seuls états totalitaires est bel et bien une réalité dans un pays, qui, néanmoins réactionnaire restait préférable à n'importe quelle dictature.

Dans son livre « Retour au meilleur des mondes », Aldous Huxley revenait cinquante ans plus tard sur son livre *-le*

meilleurs des mondes- en prenant comme point de comparaison 1984 de Georges Orwell. En 1978 donc, Huxley annonçait que la dictature du futur, loin de la « démesure » prophétisée par Orwell, aurait comme dans son ouvrage, beaucoup moins recourt à la force brute. Mais le monde de « 1984 » où la société est tenue continuellement en état de guerre en maintenant ses sujets dans une tension croissante n'est pourtant pas sans rappeler une certaine Amérique qui invente sans cesse de nouvelles sources de conflits et de guerres. On est loin de la vision d'Huxley qui dans « le meilleur des mondes » prévoit « une société mondiale dans laquelle la guerre a été éliminée et où le premier but des dirigeants est d'empêcher à tout prix leurs sujets de créer des désordres ».

Alors que dans « 1984 » le dictateur assouvit un « appétit de puissance » en « infligeant la souffrance » l'auteur du « meilleur des mondes » s'avanceit en prédisant des « dictatures plus efficaces [où il y aura] sans doute beaucoup moins de force déployée ».

La seule certitude que nous pouvons avoir aujourd'hui, c'est que la dictature la plus efficace risque certainement d'être celle qui se pare des vertus de la démocratie tout en en bafouant les règles les plus élémentaires. Ici encore Orwell n'avait-il pas vu juste ? La perversion du langage, et le matraquage de concepts tordus (« la paix c'est la guerre, la liberté c'est l'esclavage ») sont le quotidien du gouvernement de Bush. C'est ainsi qu'est invoqué le combat pour la liberté pour déployer l'arsenal le plus liberticide jamais employé, que les militants pour la paix sont dépeints comme des terroristes à la solde de l'ennemi national...

Les États-Unis saccagent toute chance à la démocratie de devenir un modèle enviable ou attirant. Il devient chaque jour plus ridicule pour les pays occidentaux de jouer aux donateurs de leçons. Comment lutter pour des causes justes, lutter contre la torture, comment infléchir un changement allant dans le bon sens quand son camp fait le choix de bafouer ce qu'il défend par ailleurs ? Cette mascarade au contraire donne plus de forces et de légitimité aux ennemis de la liberté. Nous en payerons toutes et tous les conséquences et certainement à très moyen terme.

كافر



Conséquences des OGM au Brésil et en Angleterre non publiées. Pression sur les journalistes. Redistribution des enjeux économiques. Nouvelles menaces de prélèvements ADN. L'étau se ressert autour des faucheurs(ses) OGM. Un petit article pour vous mettre au courant, un petit article pour vous dire que la lutte continue et que rien n'est perdu.

L'histoire se répète, et d'ailleurs, pourquoi s'arrêter en si bon chemin. Les faucheurs(ses) d'OGM sont à leur tour menacé(e)s de prélèvement ADN. Des sous pour les laboratoires ? Une analyse valant plus de 100 euros, les laboratoires voient là (peut-être) un marché prometteur. On a même demandé à certains faucheurs(ses) ayant déjà fauché de redonner leur ADN ! Comme si une fois ne suffisait pas. Pour rappel, si on donne pas son ADN (on n'est pas obligé), c'est procès assuré pour ne pas s'être plié aux décisions des représentants de l'État.

La nouvelle PAC (politique agricole commune) a redistribué les enjeux économiques. Monsanto, pour contrôler encore plus le marché, souhaite qu'il n'y ait que peu d'espèces de plantes. Par exemple, une seule sorte de tomate. Ça coûte tellement moins cher de ne payer qu'une seule licence pour une seule sorte de tomate. Et puis tant qu'à faire, s'il reste des anciennes variétés, autant mettre aussi un brevet dessus !

Non content de vouloir tout contrôler, Monsanto et compagnie se jettent sur une Recherche déjà bien mal au point. En effet, il n'existe pas actuellement de recherche fondamentale sur les OGM. Il y a juste des recherches financées par des gros groupes pour leurs propres intérêts. Mais rien pour savoir si il y aurait des incidences directes ou indirectes sur l'homme.

Autre exemple. Des céréales OGM censées lutter contre la mucoviscidose commencent à être plantées. C'est louable. Mais pourquoi à travers des OGM en plein champ, alors que les expérimentations en laboratoire (confiné) sont beaucoup plus efficaces. Y aurait-il un intérêt quelconque pour les investisseurs ?

En 2005, 15 nouvelles espèces sont validées par l'UE. Certaines parmi ces 15 produisent ou emmagasinent des insecticides que l'on peut retrouver dans notre assiette ! Pourquoi teste-t-on des vrais OGM dans les champs au lieu de faire les tests en milieu confiné ? Lorsque l'on fait un test d'alerte à la bombe dans le métro, on met une fausse

bombe !

Récemment, 3 nouveaux colzas ont été acceptés par l'UE. A l'heure où l'on parle de bio-carburant, n'allez pas penser que cela se fera sans OGM. On trouve même des peupliers OGM qui permettraient (soi-disant) de sauter une ou deux étapes dans la fabrication du papier.

Début septembre, la Biogemma annonce quelle arrête ses essais d'OGM en plein champ en France. Compte tenu (déclare cette firme) du contexte des fauchages en France. Peut-on parler de bonne nouvelle alors qu'elle reporte son attention sur l'Inde et les États-unis ?

Il n'y a pas que les grosses firmes, l'État aussi s'en mêle. Mi mai, juste avant le délibéré d'un procès en appel à Orléans, des journalistes ont été auditionnés par la police et la gendarmerie pour la manière dont ils avaient relaté le procès de faucheurs(ses). Dis-crédit public jeté sur une procédure judiciaire, article 434/25 et 434/44 du code pénal passible de 6 mois de prison ! Peut-être l'État souhaitait-il que les journalistes fassent un commentaire plus en leur faveur ? Pour ce procès les accusés n'ont pas été inquiétés.

Comment tester si votre voisin cultive des OGM ? Des tests existent (le kit "Trait Bt1 test kit" pour le maïs, par exemple), mais il coûte un certain prix et évidemment ce sont les labos qui les fournissent. On peut en commander sur le site web de Greenpeace.

Mais le moyen le plus efficace, c'est de ne pas consommer d'OGM. Si chacun se passe de mayonnaise plutôt que d'acheter un premier prix. Si chacun

La recette du purin d'ortie

Depuis le 1er juillet 2006, un décret empêche de fournir, par quelque moyen que ce soit, des recettes de produits naturels non-homologués.

Voici le désespoir des marchands d'engrais et de pesticides. Pour notre plus grand bonheur et celui de la terre. A disséminer dans tous les foyers et les jardins.

Élaboration : Au printemps, dès que les orties poussent et avant qu'elles ne fleurissent, récoltez 1 kilo de feuilles fraîches. Mettez à macérer dans 10 litres d'eau de pluie pendant 8 jours. La fermentation est alors terminée. Filtrez avec un tissu, mettez en bouteille et stockez au frais pour utiliser au fur et à mesure des besoins. Ce purin très concentré ne doit jamais être utilisé pur.



Utilisations :

- Fortifiant : A 5 % en pulvérisation sur toutes vos plantes, tous les 10 à 15 jours, durant toute la croissance. Utilisé de cette façon, il fortifie, vivifie et protège les plantes des pucerons et des maladies.

- Engrais : A 20 % en arrosage une fois tous les 10 à 15 jours. C'est un excellent engrais et régénérateur du sol.

Qu'il soit pulvérisé ou utilisé en arrosage, le purin d'ortie est un produit indispensable au jardin. Il donne de la saveur aux légumes et de l'éclat aux fleurs, lorsqu'il est utilisé régulièrement et bien dosé. C'est un produit naturel, efficace et économique.

achète ses pommes de terre chez l'agriculteur du coin, la situation ne pourra que s'améliorer. Car, contre la mondialisation et les OGM, une seule vraie solution, consommer localement.

Manu

Cultureux / acteurs culturels : La guerre froide ?

Comment dépasser le débat pro-/anti- langues régionales...

Il est affligeant, lorsqu'on observe quelque peu les individus et certaines institutions, de voir l'attitude consumériste dont souffre la culture bretonne. C'est bien entendu un fait maintes fois établi dans nos colonnes. Néanmoins il apparaît que ce comportement ne touche pas d'égale manière tous les pans de notre culture : les langues restent sur le bord de l'autoroute que les consommateurs de culture empruntent chaque jour. C'est un cheveu dans la soupe qu'ils ne veulent surtout pas retrouver sur leur langue, pure de toute polyglossie.

Début septembre, je me rends à la réunion d'une association qui dispense des

de cette association n'est pas à l'ordre du jour.

Pourtant ce maire aura tôt fait de nous parler de son enfance bretonnante, de l'école que les châtiments corporels rendaient francophone. Il avait cinq ans. Cinquante ans plus tard, il se laisse dicter son comportement pour amadouer son équipe municipale. Selon lui, promouvoir la langue bretonne, « ça ne se décrète pas », c'est aux acteurs et actrices de nos langues, encore et toujours, de faire seuls ce que la danse et la musique font main dans la main avec les politiques et leurs moyens financiers dont ils usent à leur guise. Après un âpre débat auquel il ne pouvait être insensible, notre homme s'esquiva, sans

D'une part on constate qu'il y a bien là un rideau de fer entre le cultureux/folkeux et l'acteur culturel, celui ou celle qui ne néglige aucun des piliers de la voûte culturelle, dont la langue, en l'occurrence, me paraît être au moins aussi prépondérante que la danse ou la musique.

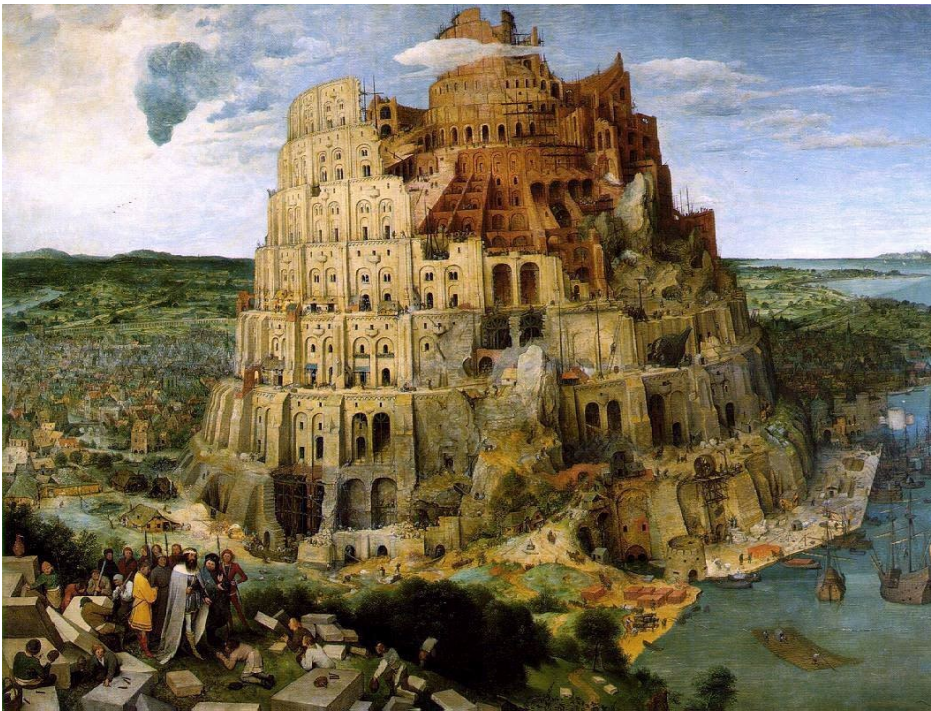
Par ailleurs, nous assistons là à un exemple parfait de la crispation de la majorité des municipalités face à un acte qui serait presque « militant ». Il est navrant de s'apercevoir que la langue, quand il ne s'agit pas du français - mais à plus forte raison quand il est question d'une langue « régionale » - ait de ces relents pestiférés.

A partir du moment où un élu de cette engeance pense faire un geste en faveur du breton, il doit automatiquement se retenir, en pensant en bon républicain que cela dessert le monde francophone et la France. Ca doit être ça que l'on nomme le principe de précaution en France. Je me demande ici comment nous pourrions vivre une partie même de notre culture (et ne parlons pas là de notre histoire qui pâtit d'une amnésie sélective), si la musique et la danse de Paris étaient comme la langue, des pierres angulaires de la propagande hexagonale.

Je suis souvent exaspéré qu'il y ait si peu d'acteurs alimentant ces cours du soir (dans l'ombre) pour de si nombreux danseurs et sonneurs sous le soleil des projecteurs. Si nos langues se vendaient comme la musique, se répercutaient en terme d'image tels les cercles de danseurs, il y a fort à parier qu'elles recevraient un peu plus de considération de la part de la population, et donc de l'arivisme politique.

Nous savons tous que la démarche n'est pas la même. Parler gallo, breton ou n'importe quelle autre langue, ce n'est pas se mettre un CD dans le ventre et appuyer sur PLAY. Ca n'est pas acheter un billet pour 120 minutes de vibrante et divertissante passivité. Dans l'apprentissage et l'enseignement de la langue il y a une démarche volontaire pour laquelle on donne plus que pour n'importe quelle autre activité culturelle.

En échange ?.....C'est l'effet d'un puissant psychotrope, une autre vision



cours du soir de langue bretonne. Le nombre et la disparité des niveaux nécessitent l'intervention d'un second professeur. La question d'argent apparaît être une épine de taille pour la rémunération. Entre deux propositions de manifestations permettant de récolter un peu de blé, une personne rappelle que leur municipalité ne fait pas le don du moindre kopeck, fut-il symbolique, afin de promouvoir l'initiative. L'assemblée générale à laquelle assistera le maire n'y fera rien; malgré plusieurs relances, nous avons à faire à la carpe ou à l'anguille. La reconnaissance symbolique

promesse, les mains propres.

Je sais à quel point l'image de cette ville bénéficie pourtant (et le rend pécutiairement plus que symboliquement) de la présence d'un cercle celtique ainsi que d'un bagad. Ces derniers, fruits d'années de maturation, sont un vivier de danseurs et de sonneurs... mais on ne peut pas en dire autant quand il s'agit des locuteurs du breton. Nous avons ici, signalera-t-on au passage, une municipalité qui a tout fait pour éviter l'implantation d'une école bilingue dans sa ville.

du monde, un panorama derrière les rideaux de notre culture à vedettes et à frou-frous. La langue est création ; elle s'offre à ceux et celles qui lui tendent la main. C'est maintenant qu'elles ont besoin de se faire porter, transmettre, chahuter, modeler... avant que cela ne devienne un geste purement humanitaire. Si Skol an Emsav, Sav Heol, Bertañ Galeizz et les myriades d'associations dispensant des cours ne vous sont pas inconnues, si votre famille ou vos réseaux recèlent des locuteurs : attrapez, sautez, plongez ! Entrez dans la danse de nos langues, chantez leurs louanges !

Plus qu'un acte « militant », acquérir une langue est pour tous les hommes une chose naturelle qui ne nécessite qu'un peu d'effort et de persévérance... une volonté de faire vivre par sa voix ; par là également, être plus vivant face au monde. Ma belle-mère est camerounaise et ne parle pas moins de S-I-X langues, alors qu'on arrête de nous rebattre les oreilles avec une langue française qui serait « déjà assez difficile comme ça » ! C'est une langue que sa littérature et des générations de politiques ont mise sur un piédestal, point.

Nul n'ignore l'hémorragie que les langues du monde connaissent. Nous assassinons 3000 des 6500 langues de notre petite humanité. Pratiquer plusieurs langues participe d'une certaine forme d'écologie des richesses hu-

maines, au même titre que la protection et la promotion de la biodiversité. Ce « capital » naturel ne se trouve ni dans les mines, ni dans les coffres, mais sous vos pieds, et c'est lui que vous piétinez sur les planches et dans les salles de concert quand vous le négligez. Faites-vous-en une parure, ça tient chaud au cœur. Et être inscrit dans une association culturelle, avoir ses enfants en école bilingue ne dispense pas (bien au contraire) de se frotter à nos langues. Seule une solide chaîne de nouveaux locuteurs portera sereinement nos langues au siècle prochain.

Il n'est plus question aujourd'hui de se chercher des poux, ni de coller systématiquement une étiquette de militant ou de personne « à fond d'dans » sur qui se met à apprendre une langue minorisée. Bien entendu, si la démarche militante est toujours envisageable, ces dernières décennies nous ont enseigné, et notamment via la linguistique, l'importance que revêtait l'apprentissage de plusieurs langues, et l'enrichissement qui en découle. Débattre de cette question ne se fait plus qu'avec les réactionnaires, qui bien souvent, derrière la langue visent les militants, et égorgent les langues sous des prétextes de politique et de maintien des inégalités. Ce qui les pousse fatalement à rendre les coups en crachant sur nos langues, en déféquant sur nos initiatives, réduisant nos volontés à quelques velléités.

Cette année, les cours du soir de la ville en question compte un professeur supplémentaire -bénévole-, un groupe de plus (cela a-t-il été le cas dans toutes les associations qui le souhaitaient ?). C'est surtout une poignée de débutants en plus qui a mis le pied à l'étrier... ils chevauchent maintenant une autre langue et s'en délectent. Et vous ?

[jān]

**La CBIL sur la toile :
www.cbil.lautre.net**

Ar brezhoneg er skol !

Èl bep blez eh eus kudennoù evit ar re hag a faota dezhe lakaat o bugale e klassoù divyezhek (er skolioù publik). Ar blez-mañ, melestradurezh an deskadurezh stad he deus c'hoant amerdiñ an dud e gwir àr ar seblant : e Langidig, kostez An Oriant, eh eus 54 bugel enskrivet er c'hlassoù divyezhek e 8 live (skol vamm ha kentañ dezrez) ; an akademiezh he deus nac'het krouiñ un trede post skolaour, ha setu 14 bugel CP ha CE1 lakaet e klassoù e galleg. Memes tra e Bulat-Pestivien, e Bro Fañch, e-menn 15 bugel a c'hortoza o skolaour.

Un dra dedennus : e departamant Aodoù-an-Arvor, n'eo ket bet digoret klass divyezhek ebet a-c'houde 5 blez (!). An aotrou Le Bohec, rektor akademiezh A-an-Arvor a zle bout unan ag an dud hag a greda c'hoazh e madoberioù an unanyezhegezh e galleg...

Bugale Langidig o doa kroget e brezhoneg ar bleadoù paset, ha setu bremañ un troc'h get o eil yezh, pe-seurt labour distrujet !

Goulennadegoù digoradur postoù a oa graet mat hervez lizhiri-kelc'h 2001-167 ha 2001-166 an deskadurezh stad neoazh, met an akademiezhoù o deus respontet ne oa ket nag argant na skolaour dieub. Ar skolaourion brezhonegour kaset e klasoù e galleg a vo souezhet é teskiñ an dra-se !

E-pad ar sizhunioù paset, kerent Bulat o doa klasket sevel ur c'hlas hep aotre ha re Langidig o doa ac'hubet ar skol... bep gwezh e oa bet kaset an archourion ! Ar stad n'en deus ket arestet e labour disgwriñ ar brezhoneg, hag evit ar re a glaska mirout bev o yezh, ar grougadeg a zo ar respont nemeti. Hama ! Deomp-ni da respont : an deskadurezh e brezhoneg hag/pe e gallaoueg a zo ur gwir sokial evit ar vretoned. Ret eo stourm a-zoc'h ar fed-se : ac'hubomp, graomp an harz-labour, emveromp !

Per-Ewan

Magnifique époque ou même l'état parle de développement durable ! Mais que ce cache t-il derrière cette notion aux accents si mielleux ? Les nouvelles lois en sont remplies, mais qu'en est-il vraiment ? Cela sauvera-t-il notre planète ? A l'heure ou l'on fête les 20 ans de la catastrophe de Tchernobyl, peut-on encore concilier production et sauvegarde de l'environnement ?

Une conciliation possible et nécessaire. Kyoto, Rio... sont la résultante d'une prise de conscience de la part de certains grands décideurs sur certaines conséquences d'une production de plus en plus importante.

Pour arriver au progrès que sont par exemple, les accords de Kyoto, il a fallu le trou de la couche d'ozone et la fonte des glaces ! Il a fallu un problème écologique majeur. Il a fallu la menace de la montée générale des eaux pour que les décideurs se réunissent entre eux.

De part cette prise de conscience, des lois et des initiatives sont heureusement apparues.

Le protocole de Kyoto pour réduire l'effet de serre, des accords internationaux contre la déforestation; en France, la loi sur l'eau et les biotopes sont des lois et des accords qui vont dans le bon sens.

Mais malgré qu'il y ait des lois sur tout (il y a même une loi pour gérer les lois !!!), c'est bien insuffisant. Leur application laisse à redire.

Pour être complet, chacun doit montrer l'exemple. Face à l'importance du volume des déchets, des initiatives locales grandement nécessaires, mettent en place des manières de générer moins de déchets en encourageant le recyclage et le triage. A San-Francisco, 67 % de ce qui est consommé est recyclé. L'objectif est 100% en 2020.

Ces initiatives et ces lois sont une manière de concilier développement économique et environnement. Elles restent liées à l'idée de développement durable, mais qu'en est-il ?

La notion de développement durable apparaît de plus en plus, que ce soit dans les médias ou même dans les lois à travers, entre autres, la mise en place des plans locaux d'urbanisme (PLU). Le développement durable est notre capacité à répondre à nos besoins sans compromettre ceux des générations futures. Par exemple, acheter des produits issus du commerce équitable aujourd'hui permettra d'améliorer le ni-

veau de vie de plusieurs millions de personnes. Dans le même genre d'idées, en acquérant les forêts qui assainissent ses réservoirs d'eau potable, la ville de New-York a économisé au moins deux milliards de dollars d'investissement dans des usines de traitement des eaux usées. Ce modèle de développement est une manière de concilier production et respect de l'environnement.

Mais une conciliation limitée et insuffisante

Aujourd'hui notre richesse apparente repose sur la croissance économique dont les indicateurs, tel que le PIB,



ignorent la pollution et l'état des ressources naturelles. La notion de développement durable n'exclut pas l'idée de croissance, d'augmentation de la production. Les tenants du développement durable pensent qu'il est possible de continuer à produire, à augmenter son PIB, tout en maintenant durablement nos ressources planétaires. Or, pour véritablement pérenniser les ressources naturelles, il faudrait réduire notre production de manière radicale. De plus, le développement durable oublie la notion d'effet rebond. Imaginons une entreprise qui produit une voiture qui ne rejette plus de CO₂, imaginons que cette voiture à un gros succès de la Chine aux USA. Au final il faudra quand même du plastique et du métal pour la produire, et d'autant plus qu'elle aura du succès. Et plus elle aura du succès, plus le fait

de ne pas rejeter de CO₂ sera ridicule, en terme de pollution, par rapport au fait qu'il faudra utiliser de plus en plus de ressources. Et donc finalement polluer autant, voir plus.

Le développement durable n'est autre que la manière de continuer à vivre comme un occidental, tout en retardant au maximum le moment où il faudra changer notre style de vie. Car le constat est simple, si tous les habitants de notre planète vivaient comme des occidentaux, il faudrait deux planètes de plus !

A l'heure où l'on souffle la vingtième bougie du drame de Tchernobyl, on se rend compte que le problème est plus profond, que la notion de développement durable ne suffit pas.

Pousser les capacités d'une centrale nucléaire au maximum de ses capacités malgré son état de vétusté important, au nom d'une production « qu'il faut maintenir ». Continuer à véhiculer du pétrole dans des cargos vieux et usés, au mépris des mers et des océans. Ces deux exemples sont la preuve que la conciliation entre production et environnement est bien insuffisante. L'homme a la mémoire courte. Tchernobyl, l'Amoco Cadis, ne sont-ils maintenant que des noms dans l'esprit de chacun ? Au fond, ces deux drames sont arrivés car, l'Ukraine et les armateurs de l'Amoco n'ont pas suffisamment pris en compte le respect de l'environnement, pour totalement privilégier l'aspect productif.

C'est notre modèle économique qui guide notre production. Et c'est bien la production qui est responsable des drames que firent Tchernobyl et l'Amoco Cadis, ou plus récemment l'Erika.

Un modèle économique remet en cause l'importance de l'aspect productif, notre confort, c'est la notion de décroissance.

Loin de revenir à l'âge de pierre, la décroissance propose de se détacher du PIB et de notre confort que la planète ne supportera plus très longtemps. Les partisans de la décroissance partent du constat que les ressources en matières premières ne sont pas illimitées et que la pérennité de ces ressources est en contradiction avec l'idée de croissance du PIB. Ils préfèrent les indices de développement alternatifs tel que l'indicateur de développement humain.

La décroissance remettant en cause notre modèle économique, c'est bien d'une volonté politique globale et locale de changement que viendra la solution pour sauver notre planète.

La conciliation entre développement et respect de l'environnement est un privilège le développement à l'environnement. Ne pas remettre en cause notre modèle économique, c'est constamment prendre le risque de voir réapparaître des drames comme l'Erika ou Tchernobyl. La protection de nos ressources primaires est-elle si insignifiante que nos dirigeants ne souhaitent pas remettre en cause le confort de notre système économique?

Manu



Ecogeste

La noix de lavage est le fruit d'un arbre originaire d'Inde méridionale appelé Sapindus mukorossis.

Sa teneur naturelle en saponine lui confère des propriétés détergentes

La saponine est contenue dans la coquille et se libère simplement à l'eau chaude.

Et que fait la saponine me demanderez vous ?! Et bien c'est tout simple, elle lave !

Ca peut constituer une alternative écologique à la lessive chimique. Il suffit de 6 à 7 demi coquilles placées dans un sac, dans le tambour d'une machine à laver pour laver votre linge.

Elles peuvent être réutilisées trois fois (selon la température à laquelle elles ont été utilisées).

Les coquilles usagées peuvent ensuite être utilisées en décoction, qui pourra servir de shampooing, de savon liquide, ou de répulsif à insecte sur les plantes.

Le reste pourra être composté.

Un sac d'un kilo (environ 20 euros) peut ainsi tenir 1 an à raison de 3 machines par semaine.

En cas d'eau calcaire, il faut utiliser de temps en temps un peu de bicarbonate de soude pour dégraisser votre machine.

Penn Du

OÙ TROUVER LE HUCHOËR ?

Roazhon / Resnn :

- Librairie L'Encre de Bretagne, rue Saint Melaine
- Librairie Au bout de la nuit, rue Legraverend

Sant Brieg / Saent Berioec:

- Librairie Errances

Gwengamp / Guingamp :

- Maison de la Presse, place du Centre
- Galerie Kig hag Arz, 7 rue Notre Dame

Boulvriag / Bourbriac :

- Tabac Presse, place du Centre

Tonkedeg / Tonquedec :

- Café chez Jeannot, route de Lannion

Lannuon / Lannion :

- Librairie Gwalarn, rue des Chapeliers

Kemperle / Quimperlé :

- Librairie Penn-da-Benn, place Saint Michel

An Oriant / Lorient :

- Maison de la Presse, 18 rue des Fontaines

Gwened / Vannes :

- Librairie Lenn ha dilenn, rue des Chanoines

Kemper / Quimper :

- Librairie Ar Bed Keltiek

Lesneven :

- Tavarn / Ti krampouezh « Chez Tom », 18 straed Itron -Varia

Pempoull / Paimpol :

- Tavarn an tri martolod—Quai de Kerno

Brest :

- Librairie Ar Bed Keltiek

An Naoned / Nantes :

- Infokiosk - B17 - 17, rue Bellamy 2eme cour à gauche

Paris :

- Coop Breizh, rue du Maine

Lille :

- Infoshop, 4 rue de Colmar

Nancy :

- La Casbah, rue Villebois-Mareuil

+ les tables de presses, les manifs... et directement dans ta boîte aux lettres si tu t'abonnes !

ABONNEMENT
6 euros pour 4 numéros (chèque à l'ordre de CBIL)

Le Huchoër c/o CBIL

BP 70402

22200 Gwengamp cedex

Emil Masson ha Brug

Peoc'h, ingalded ha brezhoneg...

Pa vez komzet a-ziàr an emzav breizhek a-raok ar bleadoù 60 e vez soñjet doc'htu e Bagadoù Stourm, e Olier Mordrel, hag abretoc'h er veleion hag e noblañs breizhek romantel... tud o doa graet drouk d'hor pobl ha da renkad ar labourizion.

E pad ganedigezh diaes ar stourm evit hor yezh (ne veze ket komzet a-ziàr ar gallaoueg) e oa bet ur prantad sklaeradenn neoazh. Emil Masson, ha skrivañnourion, prederourion pe stourmourion breizhek arall, ganet e pad ar Gomun hag e pad penn kentañ an emsav sindikalour dispac'hel (an Etrevroadel gentañ) o doa liammet an ingalded sokial hag ar brezhoneg ; soñjoù adimplijet diwezhatoc'h goude ma oa bet taolet ar faskourion d'an dias.

Ganet e oa Emil Masson e 1869 e Brest, e-menn e oa bet er Lise. Ne oa ket ur brezhonegour a vihan, desket en doa diwezhatoc'h. Àrlerc'h e oa bet er Skolveur, e Roazhon e-menn en doa bet un aotreegezh àr ar brederouriezh (1895) kent ma oa bet er Sorbonne, diskibl d'ar prederiour Gabriel Seailles (hag en doa difennet Dreyfus, a oa ivez un ezel oberiant a gKevread Gwirioù Mab-den hag ar skolioù-meur poblek). Bet oa bet e Bro Saoz evit peurzeskiñ ar saozneg a-raok distroñ e Breizh evit tapout un aotreegezh àr ar saozneg e 1899. Goude-se en doa kroget Masson get e vicher : mestr-studi e Lise Naoned, e Laudun (departamant 30) ha keleñnour àr ar brederouriezh e Saumur ha 'benn ar fin e Pondi e 1904. Aze en doa kroget get ar stourm.

E 1911 Camille Le mercier d'Erm, Emil Masson ha tud arall o doa savet ar c'hentañ Strollad Broadel Breizh (Parti National Breton) ha kazetenn ar strollad, Breizh Dishual. Ar blez-se oa bet un degouezhadeg hag a zo chomet un deziad pouezus-tre evit an Emsav : Le Mercier d'Erm en doa graet an taol-c'hwitell e-pad lid digoradur an delwenn e enor 400vet deiz-ha-blez treset an unvaniezh etre Breizh ha Bro C'hall. An delwell-se a zo brudet : hi a ziskoueze Anna Breizh àr he daoulin dirak roue Bro C'hall, Monumant ar vezh (le monument de la honte) a veze graet anezhi ; diskaret e oa bet get ur gwall-daol e 1932 (met get tud disheñval-tre)... Ar strollad-se oa pell-tre a-zoc'h an eil PNB, ar pezh e vo studiet pel-

loc'h. C.Le Mercier d'Erm, istoeriour ha stourmour dizalc'hour en doa krouet ar gazetenn La Bretagne Libertaire e 1921, un dra sklaer !

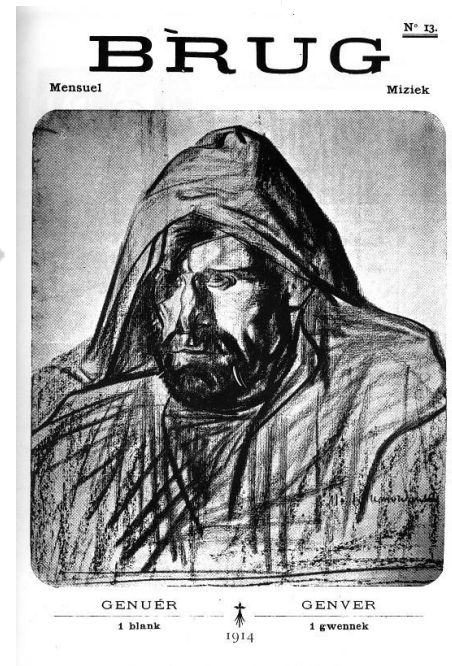
Masson en doa skrivet ur bochad levrioù e Galleg, troidigezhioù diàr ar saozneg hag ur yoc'h pennadoù-skrid e brezhoneg Bro gwened e Brug. E 1905 en doa skrivet Yves Madec, professeur de collège, ur levr a-ziàr e vuhez ; Les rebelles e 1908 ; Les Bretons et le Socialisme e 1912 (a c'hallit kavout c'hoazh, adembannet oa bet get Maspéro e 1972) e-menn e vez kavet pennadoù ha lizherennoù, titlet Antée ivez ha istitlet Ni hon unan, dihunet out brema, ma breiz ; Les hommes illustres et leurs paroles inouïes e 1919 ; L'utopie des îles bienheureuses dans le pacifique en 1980, a zisplega e nec'hioù goude ar c'hentañ brezel Bed e stumm ur levr antisipasion.

Adal miz Genver 1913 e oa bet embannet Brug, kazetenn savet get Masson ha meret get François Le Levé Ur gazetenn miziek ha divyezhek. 19 niverenn ha 150 pagenn, tro dro 100 anezhe e brezhoneg hag ur bochad e gwenedeg. Masson en doa skrivet enni edan an anvioù-pluenn Y. Brenn, Ewan Goueznou, Rer Houarn ha Ion Prigent. Anatole le Bras, Yvon Crocq, Le Rumeur Mataluz, Julien Dupuis, h.a. o doa kenlabouret e Brug. Ar soñjoù enep an Iliz, ar stad, an arme hag ar c'hevala e oa skignet àr ar maezioù, skrivet e brezhoneg ha komprennet get ar beizanted (ur bochad anezhe ne gomprenne ket ar galleg implijet get ar sindikadoù hag ar strolladoù a-gleiz).

An 20vet niverenn oa bet skrivet e miz Gouhelen 1914, met ne oa ket bet embannet a gaoz d'ar brezel. Setu un degouzadeg pouezus evit ar pobloù (Tud ar c'holonioù kaset d'ar marv - 100 000 e Breizh) hag evit renkad ar labourizion (c'hwitadenn an emsav peoc'hgar hag ar CGT goude marv J.Jaures).

Tud Brug, Masson, J.Dupuis (a oa un Anarkour Sindikalour) hag ar re 'rall ne oa ket "get" an emsav sindikalour peoc'hgar, a-barzh e oant. Tost d'ar CGT hag a oa c'hoazh ur bochad anarkourion a-barzh, tud a gase nerzh er CGT evit gober an harz labour enep ar stadoù a faote dezhe kas ar pobloù d'en em ganniñ. E Breizh, ar brezel en doa graet un efed spontus àr skrivagnourion Brug, lod anezhe, 'èl L.-N. Le Roux, o doa tec'het kuit evit nompas bout kaset

d'an dalbenn. Goude ar brezel, kroget o doa kudennoù yec'hed evit Masson, betek e varv e Paris e 1923. Klañved ar c'horf, met ivez ar penn : tremenet oa en un ospital ar bred da skouer. An dra-se a ziskouez penaos ar brezel sotoc'h a zo bet en doa distrujet ar c'hevredigezhioù, nemet ar vourc'hizion, gwir eo ! E-pad e vuhez, Masson e oa e darempred get lies a vrezhonegourion



(Berthou, T. Jaffrenou ha L. herrieu) ha get lies ag anarkourion : Gustave Herve (er lise), Grave, Kropotkine, Louise Michel, Pierre Monatte, Andre Spire, Romain Rolland, hag arall... An dud hag o deus lennet levrioù pe pennadoù-skrid Masson a zo bet spontet get an doare da wellet ar stourm marse. Eñv oa kentoc'h haniennelour, tost doc'h Tolstoï, evit paotr a-gleiz pellañ evit lâroul ar wirionez.

Lies, ar c'homzoù a oa bet tro-dro ar yezh : en amzer-se, ar brezhoneg a oa implijet get an Iliz surtout ; ar republikaned, ar sindikalourion, an dispac'hourion hag an anarkourion dre vras a implije ar galleg, ha lod anezhe a oa enep ar brezhoneg. Strategiezh Masson a oa kas ar soñjoù dispac'hel d'ar beizanted dre o yezh.

Goude tout an traoù-se, goude an dispac'h e bro Russia, goude ma oa kroget get 80 blez kevalaouriezh stad, goude drouglamm Makhno e bro Ukren, an traoù o doa cheñchet e Breizh : e 1918 oa bet savet ar GRB (Groupe Régionaliste Breton) get Mordrel ha Debauvais

hag e gazetenn e 1919, Breizh Atao he anv. An Unvaniezh Yaouankiz Breizh e 1920, ar PAB (Parti Autonomiste Breton) e 1927 hag an eil PNB e 1931, ur blead a-raok ar gwall-daol àr Monumant ar vezh e Roazhon graet get ur strollad



anvet Gwenn ha du. Er prantad-se e oa sklaer an traoù dija : en e gazetenn Stur, Modrel a skrive SAGA, e brogramm nazi. A-c'houde ar marese eh eus bet daou du d'an emsav evit gwirioù pobl vBreizh : an tu kleiz en doa kendalc'het get Ar Falz, hag e pad ar bleadoù 70 get un emsav lidan adal an UDB betek Stourm Breizh hag hiziv get Emgann, ar SLB hag - 'èl rezon - ar CBIL ; an tu dehou get ar MOB goude an eil brezel, POBL e pad ar bleadoù 80 ha siwazh hiziv c'hoazh eh eus tud hag a labouront enep renkad ar labourizion, enep ar liested hag enta enep ar pobloù.

Èl rezon, ar stroum ne hella ket bout ar memes tra 'èl er bleadoù 1910, hiziv ar brezhoneg hag ar

gallaoueg n'int ket implijet get ar muiañ niver ag ar vretonek. Met ret eo deomp kenderc'hel get ar memes soñjoù : strourm evit an ingalded sokial, evit yezhoù ar pobloù, enep ar brezel hag an estrengasoni.

Em renkomp, stourmomp betek an trec'h !

Per-Ewan

AN DUD

Gabriel Séailles (1858-1922) : Kelenour prederouriezh er Sorbonne ha skrivagnour. Eñv en deus difennet Dreyfus, un ezel oberiant a gKrevread Gwirioù Mab-den (LDH) hag ar skolioù-meur poblek.

Léon Tolstoï (1828-1910) Lev Nikolaïévitch Tolstoï e anv gwir : prederour ha skrivagnour rus. Brezel ha Peoc'h a zo e levr brudetañ.

Anatole ar Bras (1859-1926) : Skrivagnour ganet e Sant Brieg, kenlabourour François-Marie Luzel ha kelenour e Roazhon.

Louis-Napoléon Le Roux : Stourmer dizalc'hour breton. Kemeret en doa pezh e krouadeg ar c'hentañ PNB e 1911. Skrivet en doa e Brug. Bevet en doa e Bro Suis e pad ar c'hentañ brezel hag e Bro Iwerzhon àrlerc'h.

Yvon Crocq pe **Ivon Krog** : Skrivagnour ag ar C'hap. Skrivet en doa kontadennoù poblek e brezhoneg a-barzh daou levr : Eur Zac'had marvailloù ha Kleñved ar medalennou.

Camille Le Mercier d'Erm (1888-1978) : Barzh, istoeriour ha stourmer dizalc'hour. Krouet en doa ar c'hentañ PNB hag e gazetenn Breizh Dishual e 1911. Krouet en doa ur gazetenn arall e 1921, La Bretagne Libertaire. Eñv en doa graet an taol-c'hwitell e-pad lid digoradur an delwenn e enor 400vet deiz-ha-blez treset an unvaniezh etre Breizh ha Bro C'hall.

Georges Le Rumeur pe **Mathaliz** (1882-1941) : Skrivagnour broadelour breton ha barzh e Gorsedd Breizh. Kemeret en doa pezh e krouadeg ar PNB e 1911. Kenlabouret en doa e lies a gazetennou.

François-Joseph-Claude Jaffrenou pe **Taldir Jaffrenou** (1879-1956) : Broadelour ha barzh breton. Skrivet en doa ar Bro Gozh ma Zadoù e 1897.

Pierre Monatte (1881-1960) : Micherour ha sindikalour Dispac'hour gall, ezel oberiant ar CGT. Krouet en doa ar gazetenn La Vie Ouvrière e 1909. Stourmer peoc'hgar enep "l'Union Sacrée". Savet en doa ar C'homiteoù Sindikalour Dispac'hour (CSR) e 1919.

André Spire (1868-1966) : Skrivagnour, barzh ha stourmer sionist.

Romain Rolland (1866-1944) : Skrivagnour gall. Tapet en doa ar Priz Nobel àr ar lennegezh e 1915.

Yann Sohier (1901-1935) : Mestr-skol ganet e Breizh Uhel. Oaet oa en Unvaiezh Yaouankiz Breizh hag er PAB met tost d'ar Stollad Komunour Gall. Eñv oa ur stourmer peoc'hgar. Ha surtout, savet en doa ar gazetenn Ar Falz, a oa evit ar brezhoneg er skolioù lik.

Émile Pouget (1860-1931) : Anarkour Sindikalour gall, savet en doa ar gazetenn Le Père Peinard e 1889. Ezel pouezus ag ar CGT, rener embann La voix du Peuple.

Jean Jaurès (1859-1914) : Politikour gall peoc'hgar (met pas enep an arme !). Drouklazhet oa bet tri deiz a-raok an c'hentañ brezel get ur broadelour gall. Savet en doa l'Humanité e 1904 hag ar SFIO e 1905.

Julien Dupuis (1878-1955) : Skolaer e bro an Oriant. Kemeret en doa pezh e emvodoù evit sevel ar peurunvan (KLTG) e 1936. Skrivet en doa ur bochad pennadoù e Brug edan an anv-pulenn En Neué.



Vidéos - sons - forum...

WWW.TEMPSNOIRS.LAUTRE.NET
Site anarcho-indépendantiste

Après l'installation de 31 caméras à Ploërmel (8000 h en zone rurale), la municipalité souhaite étendre le réseau avec 34 nouvelles caméras notamment pour les écoles maternelles et primaires. Une troisième salve se prépare pour des bâtiments destinés à des entreprises privés ainsi qu'une statue du pape...

Puisque le système de surveillance ne cesse de s'étendre ici, c'est pour aller où ? Nous ne sommes plus dans la fanfaronnade d'être les premiers du Morbihan à en être équipé puisse le nombre de sites vidéo-surveillés ne cesse depuis de croître. Quel serait alors le "moteur" des porteurs du projet pour continuer à développer un tel arsenal sécuritaire à Ploërmel ? Le but ne serait-il que de remporter le record du grotesque ?...

Dès l'installation des 31 premières caméras, le maire annonce dans la presse vouloir étendre le système aux écoles « notamment » (O.F du 01 mars 2005). La nouvelle salve de 34 caméras supplémentaires annoncée en Conseil Municipal (CM) du 24 février 2006 concerne 6 nouveaux sites : quatre écoles, un nouveau bâtiment public et une place. Le maire précise que les caméras seront à l'intérieur des écoles et ne filmeront pas les abords extérieurs. Le système prévu sera « optimisé avec du matériel infra rouge fonctionnant jour et nuit avec zoom automatique ». Le premier système mis en place (à détecteur de mouvement) avait un mauvais rendu pour l'identification des personnes filmées. L'installation est justifiée d'après le maire ainsi : - pour les Carmes : les bâtiments appartiennent à la ville (ou à la Communauté de Commune (CdC), ce qui est pareil puisqu'il la préside) et donc « elle » fait ce qu'elle veut. - pour la place : c'est tantôt un lieu de rencontre entre dealers et consommateurs, de loubard ou de sauvageons, d'une certaine faune alcoolisée et incivile avec les habitants du quartier, ect. - pour les écoles : deux ont été dernièrement « dégradées » (?).

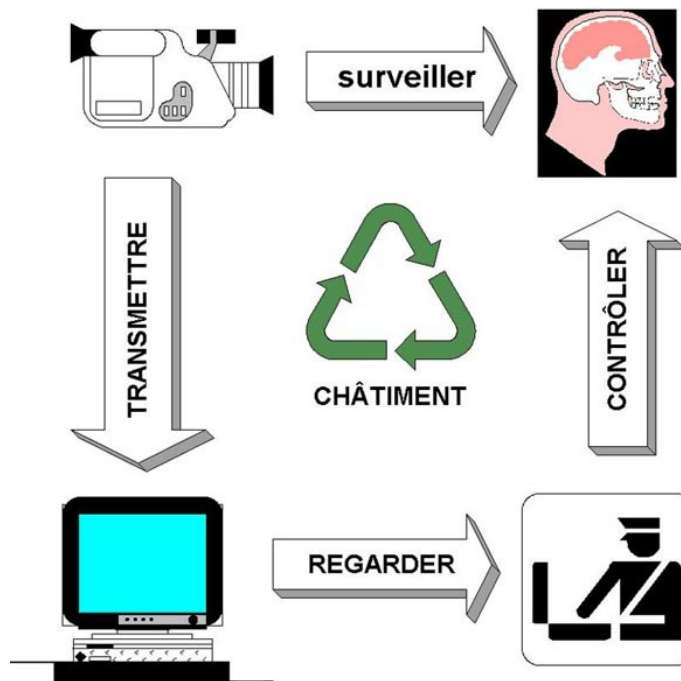
Le maire de Ploërmel rappelle lors des discussions du CM sur cette curieuse extension de la vidéo-surveillance, que son « premier devoir de maire est de s'assurer que les enfants sont en sécurité absolue, qu'il n'y ait pas de dérive, que les parents sont rassurés... ». Il re-

prend le discours politique mièvre actuel qui magnifie le terme de « sécurité » en proclamant qu'il s'agit de la première des libertés publiques pour entretenir volontairement la confusion. Ce que les différentes déclarations des droits de l'homme consacrent tout d'abord c'est la sûreté, soit la garantie pour toute personne que le pouvoir de l'État ne s'exercera pas sur elle de manière arbitraire ; le droit à la sûreté devant être la première garantie des liber-

population du Pays de Ploërmel. Le but est double : préparer les enfants à vivre sous un contrôle « anonyme » et obtenir le consentement des parents. Rappelons que le fantasme d'une surveillance totale des individus (omnisurveillance) instaure un état d'exception contraire aux libertés publiques : la présomption d'innocence, le respect de la vie privée, le droit à la sûreté, ect. S'il est nécessaire de surveiller constamment les individus, c'est qu'ils sont toujours suscep-

tibles de commettre quelques délits répréhensibles. Or ce qui est contenu implicitement dans une telle affirmation, c'est l'idée que tout homme est finalement présumé suspect. Il s'agit donc, dans notre société où on ne peut pas faire reposer l'examen de conscience sur la crainte d'un Dieu omniscient, de mettre en place un système d'omnisurveillance comparable à cette crainte grâce aux technologies de surveillance et de contrôle. Cet héritage de l'anthropologie chrétienne qui place l'individu en situation permanente de faute du fait du péché originel, a pour corollaire la nécessité d'un châtement...

QUE SIGNIFIE DANS NOS SOCIÉTÉS MODERNES LA VIDEO-SURVEILLANCE DE LA POPULATION ?



ploermel sans videos@no-log.org



tés individuelles. Il rappelle aussi que « ce qui compte, c'est la valeur morale ». Or la vidéo-surveillance repose sur la peur de la menace de détection et elle vise à la normalisation intériorisée des rapports entre dominants et dominés. La vidéo-surveillance des populations n'est donc qu'un rapport politique d'assujettissement qui est utilisé par les tenants d'un retour à un « ordre » symbolique comme moyen de gestion du champ social.

En installant des caméras dès la maternelle, au nom d'une « sécurité », on cherche à faire accepter les technologies de contrôle et de surveillance par la

Le coût de cette extension du système de vidéo-surveillance est évalué à 30 000 €. Rappelons que la mise en place des premières caméras était évaluée à 50 000 € mais a englouti finalement 92 000 € avec la mise en place du câblage ADSL. De nouvelles caméras supplémentaires, annoncées lors du CM du 23 juin 2006 seraient envisagées sans précision de leurs nombres pour trois nouveaux sites. Le coût de cette rallonge au système n'est pas évoqué mais il peut être estimé que le budget total capté par la vidéo-surveillance de la ville de Ploërmel s'élèvera sûrement à plus de 150 000 €.

Or il n'y a toujours pas d'établis à

Ploërmel une délinquance suffisante pour motiver la présence de ce système. Les chiffres de l'Observatoire de la délinquance précisent que la Bretagne se classe à la 19^{ème} place (sur 21 régions) en nombre d'atteintes aux personnes et aux biens constatés pour 2005. Comparativement, les chiffres de Ploërmel pour les faits constatés par la gendarmerie sont encore 5 fois moindre que cette moyenne. En aucune sorte il n'y a donc proportionnalité entre les faits et les moyens mis en place. Ce que l'on considère comme "absurde", "délire" ou « du n'importe quoi », n'est qu'une réponse politique effective faite à un sentiment d'insécurité fantasmé par une société ici représentée. Cette impression subjective sert la volonté des potentats d'afficher une détermination apparente. Ce n'est plus la lutte contre une insécurité mais une reconnaissance par les administrés de l'action publique des "politiques" qui est recherchée.

Pour ce qui est de l'utilisation des enregistrements par les personnes autorisées (maire, adjoint à la sécurité et le personnel de la police municipale titulaire) elle est invérifiable. Placer la vidéo-surveillance hors du cadre approprié du Contrat Local de Sécurité permet d'éloigner les acteurs extra-municipaux qui y participent et, instaurer d'autre part un comité éthique sans pouvoir neutralise finalement toute "intrusion" extérieure dans le fonctionnement du système. L'instauration de la vidéo-surveillance à Ploërmel est donc sciemment autocratique. L'attentisme caractéristique des "ploërmelais", et plus largement de la population du Pays, facilite cette dérive, voir la cautionne rétroactivement.

Après l'espace public, les bâtiments administratifs, les bâtiments utilisés par la population, les écoles, c'est des bâtiments à destination commerciale qui seront sous vidéo-surveillance : les anciens locaux EDF et de France Télécom devant devenir des « pépinières » d'entreprise. La loi réservant l'usage de la vidéo-surveillance au bâtiment public ou ouvert au public, la municipalité parvient en louant à des entreprises des biens communaux à servir les intérêts privés de celle ci en assumant à leur place la protection électronique du site. Cette initiative n'a pour motivation que de "rassurer" l'investisseur ou l'entrepreneur amis, et la vidéo-surveillance de tels lieux serait alors utilisée comme un "plus" à l'attractivité économique de la paisible citée ducale qu'est Ploërmel.

Puisque tout l'immobilier de la ville ou de la CdC doit être équipé de caméras

c'est bien le quadrillage de l'espace public qui est visé indirectement. Ces bâtiments suivant leur place "stratégique" dans la ville de viennent des miradors électronique L'omniprésence des caméras de contrôle étant la condition nécessaire l'omnisurveillance... Cependant l'efficacité du système s'appuie sur le jectif. Une caméra n'empêche pas délit, le système mis en place n'est infaillible et surtout l'individu n'est globalement contrôlable. Il est pr qu'un bilan sur l'utilisation des cam sera réalisé par les porteurs du proj communiqué au collègue éth (exactement la procédure inverse à de Lyon). Paradoxalement, mainte que la vidéo-surveillance est en pl l'absence d'une délinquance établie actuellement à la promotion du syst De faux arguments en faux discours on parvient sans peine a de fausses conclusions.

Au final, la vidéo-surveillance à Ploërmel ne serait qu'un outil de contrôle moral détourné comme moyen de gestion du champ social et complémentaire à d'autres actions de la municipalité ? Dans ce sens on est en face d'une administration malade qui participe à la destruction de la vie publique par ses choix de gestion "normalisateur" de la population. Ce corps malade est également contagieux puisque la ville de Séné à l'Est de Vannes prépare l'installation d'une vidéo-surveillance pour quatre bâtiments communaux et la préfecture du Morbihan sous la direction d'Allaire (démissionnaire) comme celle des Côtes-d'Armor sous la direction de Maccioni (déplacé) ont voulu activement participer au développement de la vidéo-surveillance sur les territoires qu'on leurs avait attribué. La contestation de la vidéo-surveillance de l'espace public à Ploërmel reste donc essentielle.

ploermelsansvideos@no-log.org

La notion de sureté/sécurité amalgamé dans le discours politique vient d'un tract du CREP (Strasbourg). La notion d'omnisurveillance amalgamé dans l'anthropologie chrétienne et libérale provient d'un article de Iparkia, AL n°149, mars 2006.



Pokoù, Aotrou Maer !



Paul Anselin, 75 ans, maire de Ploërmel, ancien parachutiste en Algérie, homme d'affaires impliqué dans un trafic d'armes avec l'Angola.

Paul Anselin n'aime pas : «les loubards», les technivals, que l'on boive dans les rues de sa commune (interdiction par arrêté municipal), qu'on le contredise. Paul Anselin aime : faire griller les feux rouges par son chauffeur, flatter les instincts sécuritaires de ses administrés, le cabot Sarkozy et par-dessus tout Jean-Paul 2 : « Je suis un grand admirateur de Jean-Paul II, le tombeur du communisme, et du peuple ».

Bref, Paul Anselin a tout pour plaire...

Qu'ouis-je, qu'apprends-je, que dans not' beau pays, là où le notable est toujours en mal d'aménagement histoire d'attirer le touriste, là où nos communes en mal de notoriété se battent, qui pour l'attribution d'un musée du sabot, l'art du musée du chiotte où de la brouette à roulement de bois. Qu'apprends-je donc, que dans la bonne ville de Ploërmel une statue de Po-Pol Two sera érigée. C'est croire que le notable manque sincèrement d'imagination. Ben oui ! C'est pas nouveau, pourra-t-on me rétorquer, y'a qu'à voir l'aménagement des centres bourgs, des trottoirs là où il n'y a pas de piétons, des lampadaires là où il n'y a personne le soir, des grilles de fonte autour des arbres là où il n'y a que de la campagne, des élargissement de voirie à faire défiler de front quatre 4X4. Bref là où les frustrations provinciales se soignent à coup de bulldozer et de rond-point à vous filer le tournis, là sera construit à Ploërmel une statue de 10 mètres de haut de Jean-Paul II. A croire qu'en temps de crise on ne sait toujours pas quoi faire de notre argent. Imaginez un Jean-Paul II de dix mètres de haut avec sa tiare de quoi rendre furieuse n'importe quelle féministe de base à la vue de cette énorme sucette phallique. Mais là où le grotesque frise le ridicule c'est que les opposants à ce stupide projet n'ont d'arguments que le fait que cet édifice religieux est une atteinte à l'intégrité républicaine de notre bel état et là où les argument fusent « Nous sommes un état laïc, la république est menacée. » à chacun sa légende dorée. De



quoi relancer une guerre blanc/bleu, chouan/républicain, breton arriéré et français civilisé. Chaque camp se compte derrière des valeurs mythiques ; celle de l'égalité ou du partage, de la fraternité ou de la liberté, de l'altruisme ou de l'amour. Bref des mots ! Des mots sans valeur puisque les détenteurs de ces deux morales (l'église et la république) n'ont jamais appliqué ces valeurs. Des mots ! Des mots vides de sens mais qui par les organes de propagande que sont l'école où le catéchisme gavent les jeunes, les poussent pour mieux les envoyer à l'usine ou à l'abattoir. Egalité, là où la république s'est lancée dans les guerres coloniales (Ferry le Tonkin) où l'égalité passe par la négation de toutes les langues autres que le français, là où l'altruisme des missionnaires enrichit les banques vaticanes. Egalité là où le voleur de scooter purge des peines fermes tandis que le notable est épargné pour plus de sordides trafics. Liberté là où le flic ou le censeur ramène l'ouaille à ne pas vivre, où tout un système d'inégalité sociale permet à une minorité de parasites de vivre de l'exploitation de l'autre. Le vol au rang de leur morale (comment justifier des systèmes boursiers, de rentiers et petits propriétaires vendeurs d'espace et de sommeil). « Il a fait tant d'années d'études, (*capitalisation*) il mérite de gagner plus. » Même si son revenu n'est issu que du vol de temps de travail de l'autre. Bref Monsieur, soyez sérieux, Mesdames, soyez objectives. En rien l'église, comme la république, n'ont appliqué les valeurs qui ornent leurs frontons. Ce ne sont que des carottes qui permettent aux plus malins de détenir quelques pouvoirs sur les autres. Mais puisque, plutôt que d'être libre, il vous faut quelques mètres.

Et puisqu'il vous faut absolument des symboles je vous propose une œuvre qui réconciliera les deux camps. Une œuvre à la gloire du « Vulcumm Pecus » du « troupeau commun ». Un mouton géant de 25 mètres de haut et de 20 mètres de long. Une ode à la délégation de pouvoir, une symphonie à tous ceux qui, bêlant, ne peuvent rêver d'un monde sans maîtres à penser, sans berger et son chien. Une gloire à



Photo: Agence ABP

tous ceux qui pensent sincèrement qu'il est normal que d'autres pensent pour nous et pour qui le système arbitraire est normal. « Ben oui, ça a toujours été comme ça ! ». Embrassez-vous mes frères, mes sœurs, réconciliez-vous citoyens, citoyennes, aujourd'hui on ne vous offre plus le veau d'or mais la brebis à tondre, symbole de la soumission. Allez je vous laisse et vive ces élections présidentielles !

Kristian

Qu'est-ce que les Devezhioù Breizh Dieub?

Les DEVEZHIOÙ BREIZH DIEUB sont des journées de luttes et de festivités indépendantistes et anticapitalistes qui existent depuis trois années. Elle se sont créées car il n'existait plus d'événement clairement indépendantiste et anti-libéral. Elles ont pour but de rassembler un maximum de personnes s'intéressant à ces luttes ou voulant en débattre.

Ces journées se composent de projections avec conférence-débat, concert, fest-noz et de nombreuses tables de presse pour discuter et s'informer.

Ces journées sont pour la CBIL qui les co-organise avec Harz (une asso de Kemperlé qui organise des concerts à but militant) un moyen de mettre ses idées en avant et de pouvoir en discuter. Avec les années les DEVEZHIOÙ BREIZH DIEUB sont devenues pour la CBIL une vitrine de son combat.

Durant ces trois années la formule des DEVEZHIOÙ BREIZH DIEUB a évolué. La première année les DEVEZHIOÙ BREIZH DIEUB devaient être co-organisées par plus de groupes c'est à dire Emgann, Bemdez, la CBIL et Harz. Ces premières journées se sont déroulées sur trois jours dans le secteur Morlaix-Guingamp, le thème retenu était la répression avec des débats sur la répression sociale, les nouvelles lois européennes; le lendemain caravane et marche dans (l'idée des anciennes marches pour l'indépendance d'Emgann), des conférences sur la répression linguistique et la situation des prisonniers politiques bretons suivis d'un concert. Pour finir une marche suivie d'une projection. Le bilan de ces premières journées fut modéré. Le débat et le concert du samedi avaient bien fonctionné mais le reste de ces journées avait peu mobilisé, un trentaine de personnes seulement s'étaient déplacées. Cela nous a décidé à ne plus organiser de marche, l'investissement d'Emgann dans ces journées avait été quasi nul et ils n'avaient pas de motivation pour organiser la deuxième année.

La deuxième année fut donc organisée juste par la CBIL et

Harz. Elle s'est déroulée à côté de Kemperle avec une après midi projection et débat sur le thème de la colonisation en question (suite à la loi de février 2005 sur les bienfaits de la colonisation). Ont été projetés des films de René Vautier, d'Edouard Morvan et de Gaël Roblin, suivi d'un concert. Cette journée fut une assez bonne réussite. Une cinquantaine de personnes étaient présentes à la projection-débat intéressées et voulant discuter. Le concert réunit cent cinquante personnes.

La dernière édition s'est déroulée en deux temps : concert quinze jours avant à Pen Kalet, lieu autogéré, qui réunit cinq cent personnes, puis deux jours à Rostrenen avec un fest-noz le vendredi et le samedi une projection débat avec expo sur le thème trente ans de luttes en Bretagne suivi d'un concert. Un bilan mitigé : un bouillon au fest-noz malgré des groupes connus, les débats et projections fonctionnèrent bien comme chaque année (une quarantaine de personnes était présentes), le concert quant à lui se déroula bien, sans que se soit la foule (cent cinquante personnes). Ce qui peut expliquer le nombre restreint au concert et fest-noz c'est peut être le fait que les affiches sont chaque année clairement militantes ce qui réduit forcément le nombre de personnes. Le côté positif qui donne envie de continuer est que chaque année les personnes présentes sont nouvelles et intéressées. C'est pourquoi, pour la quatrième année les DEVEZHIOÙ BREIZH DIEUB se feront à nouveau et se dérouleront le 8 et 9 juin dans le secteur de Guingamp.



Bruit des machines enveloppé dans la moiteur de cette usine trop étouffante et le traintrain incessant des balancelles qui passe inlassablement devant moi à l'infini. Toujours ces mêmes gestes mécaniques : je prends la pièce, je l'accroche, je prends la suivante et je l'accroche aussi. Et la balancelle s'en va pleine vers une autre destination connue d'elle seule, aussitôt remplacée par une autre balancelle.

Il fait chaud. En fait j'en crèverais presque. Pour ne pas contaminer la zone de travail, on porte par-dessus nos vêtements des combinaisons qui ne font que rajouter à notre inconfort. Je nage dans ma sueur remerciant inconsciemment le gentil patron qui a condescendu à nous fournir un ventilateur pour atténuer nos souffrances. Mouais. Un ventilateur dans un hall grand comme un supermarché, quel effort ! Quel réconfort ! Mais quoi qu'il arrive il ne faut pas ralentir, encore moins s'arrêter. L'usine est une méca bien huilée et les machines ne prennent j temps de souffler ni de s'éponger le front. Et les pièces défilent entre mes mains, il les reconnaître, les trier, les vérifier. Ne mais se tromper. Alors que les ouvriers étouffent, en bout de chaîne c'est le z défaut qui prime, et le rendement. L'argent manque pour l'embauche mais il y a u pléthore de contrôleurs qui ne sont là q pour vérifier et écarter les vilains petits canards de plastique qui se glissent parfois au milieu de la production. Eux on les mains soignées, ma seule consolation est qu'en plein milieu de cet été torride, ils transpirent comme tout le monde.

Heureusement y'a les collègues. En usine, ça compte. Les éclats de voix rompent le flonflon des machines. Albert bosse avec moi. Il est sympa, Albert. Genre un peu coco, il plaint les intérimaires qui ne savent jamais de quoi sera fait demain, il est sans doute syndiqué, c'est l'ouvrier pur souche. Entre deux balancelles, il arrive même à sourire. Il doit avoir un sacré moral. Ou alors, il a déjà été broyé par l'usine. Peut-être s'est-il finalement convaincu que ce n'était pas si mal que ça.

Ouais. C'est un chic type, Albert. A mes débuts c'est lui qui m'a appris le métier. Comment différencier les différents morceaux de plastique, comment les accrocher et tout le tralala. Il m'a pris sous son aile. Et ça aide. Quand on arrive pour la première fois dans l'usine, on a le trac alors un bon collègue, ça rassure, ça met à l'aise. Et puis, il est là pour rattraper les premières bourdes.

Albert, c'est presque un copain. On a jamais les pauses ensemble car il ne faudrait pas arrêter la chaîne alors on cause en travaillant. On se dit que forcément un de ces soirs on ira s'enfiler une petite mousse dans un troquet du centre ville. Pourquoi pas un petite grillade au sortir de l'été. Evidemment on est d'accord, tellement d'accord qu'on en fixerait presque la date tout de suite.

Le silence. Un chef arrive. On se re-concentre sur le travail. Les chefs ça grouillent, y'en a partout. Dans tous les coins. Un chef c'est vicieux. Ils ne font pas de bruit quand ils arrivent, ou bien c'est les machines qui les couvrent. Ils n'aiment pas qu'on parle entre nous car on fait plus d'erreurs dans ces cas là. Mais on arrive à s'échanger quelques clins d'œil complices. Avec l'habitude Albert arrive à les flairer avant qu'ils ne tournent au coin de l'emboutisseuse. C'est presque devenu un jeu. Moi parfois je me trompe. La dernière fois, ce n'était que Myriam. Pire, parfois qu'on ne les voit pas venir. Avec Albert on rigole bien avec ça. A l'usine, il n'y a pas de petites distractions.

Pis Albert, il me parle de la télé. Lui la regarde tous les soirs mais pas trop tard quand on est du matin. Albert regarde TF1 souvent, LCI parfois. Les jeux et les infos.

Parfois le foot. Alors maintenant je me dis que j'aurais du m'en douter...

Sonnerie, c'est le remplacement. L'équipe de l'après midi est là prête à prendre le relais. Faut faire vite car entre les deux équipes les machines ne s'arrêtent pas. Et là tout s'effondre. Albert cause élection. Et Albert, il s'y connaît en politique puisqu'il regarde TF1 et LCI. La banlieue parisienne, il connaît, même s'il n'a jamais quitté la Bretagne. La crise des banlieues : comme s'il y était. Alors il a plein de certitudes. Albert se méfie même, un noir vient d'emménager dans la maison qui jouxte la sienne.

Alors en 2007, Albert votera FN.

Demain je change d'équipe. Je ne parle plus à Albert. Finalement Albert est un con. TF1 a tué Albert, mon pote, mon camarade. Mon gentil prolo. Je leur en veux à tous : au Sarko et à ses flics, à Segou et à ses camps d'encadrement militaire, aux socialos qui ont perdu leur socialisme depuis trop longtemps, à tous les Albert de toutes les usines qui sont tombés dans le panneau. Et aux journalisteux qui pour l'audimat préfèrent nous montrer des voitures qui crament que de rappeler que sans ces étrangers leur France d'après 45 serait resté longtemps un champ de ruines.

Non, finalement je ne change pas d'équipe demain. Demain, j'arrête l'usine.



OLC

Attaquer des flics, pour des jeunes vivant dans des cités de misère, en proie au harcèlement policier quotidien, va devenir dans une prochaine loi française pire que d'agresser un inconnu dans la rue, pire que d'agresser une personne sans défense. Les auteurs de tels faits risqueront 15 ans de prison contre 10 pour une agression « normale ». Comme si les flics étaient sans défense ! Comme si ce n'étaient pas souvent eux les agresseurs ! Il est ainsi plus grave de s'attaquer à une milice pourtant armée, non pas pour des raisons humaines mais pour des raisons symboliques : ils sont les représentants de l'Etat de droit(e).

Ah ! Comme c'est pratique de faire du sécuritaire pour



les dirigeants politiques français : ils n'ont qu'à pondre des lois répressives dès qu'a lieu un fait divers un peu sanglant, et cela passe

sans problème. Cela permet de glaner quelques voix chez les « bons citoyens » apeurés par la propagande médiatique, particulièrement virulente en ce moment. Les journalistes accourent à la moindre occasion de « scoop » ; or, quoi de plus télégénique qu'une bande de déguisés surarmés jouant tous seuls à la guerre dans une cage d'escalier et défonçant quelques portes ? (quand ils ne jouent plus et défoncent directement la gueule des gens, la « presse libre » n'est pas convoquée.) Et puis il parle bien ce Nicolas, si bien qu'un journal télévisé ou papier ne serait pas complet sans relater ses dernières trou-

vailles ingénieuses en matière de sécurité, c'est-à-dire en gros : plus de flics, plus de pouvoirs aux flics, un nouvel arsenal pour les flics, plus d'argent pour les flics..., d'éducation : enfermer les enfants, supprimer les allocations des parents..., d'économie : moins de social, plus de libéralisme...etc.

Et les mesures répressives pourront être intelligemment réutilisées par la suite pour parer à de prochaines révoltes sociales : une manifestation « animée » n'est-elle pas une agression en bande organisée contre de pauvres policiers ? Le fait de se masquer pour échapper à la vidéosurveillance et aux caméras de la police ne sera-t-il pas bientôt une preuve que l'on s'apprête à commettre ce genre de délit, surtout quand on a prévu quelques moyens de réagir à une agression ? Ca sera un bon moyen de mettre tous ces agitateurs au trou pour 15 ans.

Mais les politicards ultra populistes qui nous gouvernent font sans doute un mauvais calcul. Car ce faisant, ils renforcent la portée symbolique des agressions contre les policiers, en les instituant d'autant plus comme les gardiens de l'ordre républicain, en renforçant la spécificité de leur statut. La police devient donc une cible de choix. Ce qui fait le plus peur à l'Etat, c'est que ces attaques sont peut-être le signe d'un début de politisation des jeunes des quartiers pauvres. Si les cramages de voitures et d'écoles n'avaient pas bonne presse, les attaques contre les flics paraissent plus directement en lien avec une oppression subie. Beaucoup de gens qui habitent ou non ces quartiers en restant dans la légalité sont soumis aux vexations et aux brutalités policières, ou peuvent du moins les observer... s'ils se mettent à sympathiser avec les révoltés, où va-t-on ? Moi, j'ai hâte de le savoir... en espérant que les prochaines émeutes ne se limitent pas aux banlieues.

Traceville

La **Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)** rassemble actuellement plusieurs collectifs en Bretagne : Huch ! à Rennes, Treger Disuj pour le Trégor, Ti an Dispac'h pour la Région de Pontivy, Kailh Du pour la région de Lorient, ainsi que des individuEs.

N'hésitez pas à prendre contact avec votre collectif local ou à en créer un s'il n'existe pas encore.

Coordination : cbil@no-log.org

Collectif Treger Disuj : treger.disuj@no-log.org

Treger Disuj c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Collectif Huch! : huch@no-log.org

Huch c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Collectif Ti an dispac'h : ti.an.dispac'h@no-log.org

TAD c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Contact Lorient : kailh_du@no-log.org

Contact Brest : cbil_brest@no-log.org

Hémisphère Austral : penngoull@no-log.org

**BREIZH DIZALC'H
HEP STAD NA MESTR !**

BREIZH

26/09 : la Cour européenne des droits de l'homme reconnaît à **Gérard Bernard**, incarcéré dans le cadre des enquêtes sur le vol d'explosifs de Plévin en 99, la **violation de ses droits** quant à sa détention provisoire trop longue et condamne la France pour ces motifs. Le militant s'est vu alloué 3250 euros pour le préjudice moral.

30/09 : **rassemblement à Quimper en hommage à Yann-Kel Kernaleguen**, militant du FLB mort avec sa bombe il y a 30 ans.

19/10 : une quarantaine de parents d'élèves de Bulat-Pestivien manifestent à Saint-Brieuc devant l'inspection académique **pour obtenir un enseignement bilingue** dans l'école de leur commune.

7/11 : **Kristian Georgeault**, prisonnier politique, **obtient la liberté conditionnelle**.

REPRESSION

10/06 : un lycéen de 17 ans est **mis en examen à Guingamp** pour avoir peinturluré la devanture de l'ANPE.

13/06 : **relaxe pour un étudiant anti-cpe** qui comparaisait pour participation avec arme à un attroupement sur la voie publique, à Brest.

19/06 : **trois étudiants lannionnais passent au tribunal de Guingamp** pour avoir simulé une alerte à la bombe en déposant une boîte de chaussure sur laquelle était inscrite « tic tac » devant le commissariat. Cette sympathique petite farce répondait à un gazage des flics lors des manifs anti-cpe.

30/06 : un autre étudiant, brestois, est **relaxé** après avoir été poursuivi pour un jet d'œuf sur un policier !

04/07 : **remise de peine pour le lycéen de Guingamp** poursuivi pour avoir dégradé la vitrine de l'ANPE.

02/08 : les trois étudiants de Lannion ont été **condamnés par le tribunal de Guingamp** à du travail d'intérêt général pour avoir simulé une alerte à la bombe.

04/09 : **deux militants trégorrois passent en procès à Guingamp** pour violences sur des gendarmes lors des manifs anti-cpe. Le tribunal a décidé la relaxe, mais le procureur a fait appel (cf article).

11/09 : **des amendes avec sursis sont infligées à trois lycéens lannionnais** poursuivis pour avoir peint des bâtiments publics en rose lors des manifs anti-cpe. Une trentaine de militants syndicaux s'étaient rassemblés à Guingamp pour les soutenir lors de leur procès.

29/09 : **deux étudiants rennais sont condamnés à une amende** pour outrage envers un prof de fac lors d'un piquet de grève.

SANS-PAPIERS

08/06 : **manif du collectif de soutien aux sans-papiers** à Lannion.

01/07 : **une école se mobilise à Lorient** contre l'expulsion d'un élève géorgien.

06/09 : **occupation de la préfecture** à Rennes par une quinzaine de personnes pour demander la régularisation des sans-papiers.

09/09 : **manif de 300 personnes** pour les sans-paps à Rennes.

26/10 : **rassemblement de soutien de 200 personnes à Rennes** pour Illya, étudiant ukrainien menacé d'expulsion.

27/10 : **400 personnes se mobilisent à Morlaix** en faveur d'une famille russe expulsable.

14/12 : après la forte mobilisation et la médiatisation du cas de Fatiha et Samira à Saint-Brieuc, **les deux femmes sont expulsables** après décision du tribunal administratif de Rennes.

16/12 : **rassemblement de soutien aux demandeurs d'asile à Saint-Brieuc**.

18/12 : **manifestation à Lamballe (22)** en soutien à une famille géorgienne menacée d'expulsion.

21/12 : **le tribunal administratif annule un arrêté préfectoral** concernant l'expulsion d'une géorgienne à Brest.

DIVERS

10/06 : **grève de la faim de 10 militants kurdes et turcs** à Saint-Brieuc pour soutenir la grève de la faim de leurs camarades emprisonnés en Turquie.

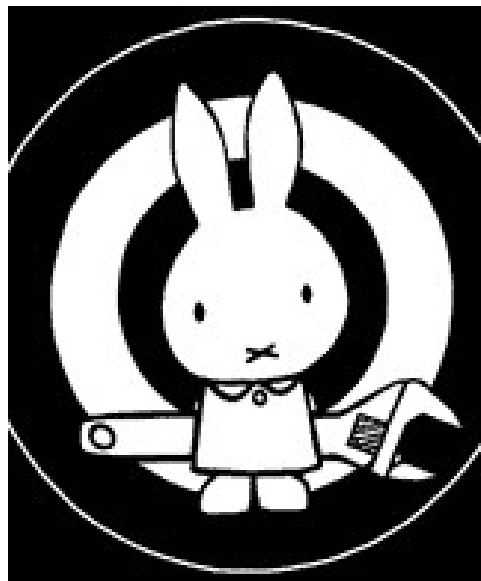
29/08 : **la caravane de l'UMP**, animée notamment par deux responsables départementaux des jeunes de l'UMP des Côtes d'Armor, a été prise à partie à Millau par des militants locaux qui ont redécoré la caravane et crevé les pneus du véhicule. Saluons cette initiative de nos camarades occitans !

17/09 : mobilisation contre les algues vertes à Hillion.

06/10 : lors de la venue de Sarkozy à Quimper, une manif de Droit d'asile n'a pas pu avoir lieu. **Un homme de 60 ans** qui voulait déployer une banderole **a été jeté à terre, menotté et interpellé**.

20/10 : **la permanence de l'UMP de Saint-Brieuc est caillassée dans la nuit**. C'est la quatrième fois en un an qu'elle est la cible de dégradations.

09/12 : **manifestation en soutien à Dominique Burel apicultrice bio** à Tréveneuc (22). Une centaine de



personnes s'est déplacée pour la défendre face au refus de la municipalité de lui accorder un permis de construire pour son logement.

Une nouvelle école Diwan à La Chapelle-Neuve

Cette rentrée scolaire a été marquée par la création de deux nouvelles écoles Diwan en Bretagne, une à Louanec et l'autre à la Chapelle-Neuve. Cette dernière connaît des difficultés car des élus locaux refusent le projet dans sa globalité. Les créateurs de cette nouvelle école ont malgré tout réussi à lancer le projet, en accueillant



dans un premier temps 4 enfants dans un gîte qui fait office de classe. La construction d'un bâtiment est en outre prévue. Cette école a la particularité de mettre en œuvre des pédagogies alternatives. Pour soutenir l'école, plusieurs manifestations ont eu lieu, comme la foire

artisanale de Loc Envel et le concert de soutien le 22 décembre avec Les Ramoneurs de menhirs, Nevrotic Explosion et High Voltage à Pen Kalet. D'autres événements sont à venir.

Kristian et Guillaume : le tribunal relaxe, le procureur fait appel !

Après la première audience du 4 septembre, c'est le 18 que le tribunal de Guingamp a prononcé la relaxe envers Guillaume, militant du SLB et Kristian, militant de la CBIL, poursuivis pour des violences sur des gendarmes

durant les manifs anti-CPE à Guingamp. Ce jour-là des manifestants muraient l'ANPE quand une altercation a eu lieu avec les forces de l'ordre. Le procureur a toutefois fait appel de cette décision, mais le tribunal



a estimé, pour une fois, que les charges qui pèsent contre Guillaume et Kristian n'étaient pas fondées. Peut-être que la crise du CPE essuyée par le gouvernement et la sortie difficile de cette crise ont amené les magistrats à davantage de clémence, ce qui n'est pas

toujours le cas. La suite des événements est à surveiller de près, même si on a du mal à croire, aujourd'hui, que l'appel aboutisse à des sanctions envers les deux militants.

Pen Kalet : demandez l'programme !

Après l'assemblée générale annuelle, la salle de concert prend forme depuis les chantiers successifs et les soirées pizza continuent tout au long de l'hiver. Le 22 décembre dernier un concert a rassemblé plus de 300 personnes en soutien à l'école Diwan de la Chapelle-Neuve, le 29 un autre rassemblait des groupes de hip-hop comme Calavera. La prochaine date à retenir c'est le 13 janvier pour une soirée pizza. Pen Kalet c'est un lieu autogéré qui fonctionne sur une base de solidarité en d'entraide, d'échanges et de convivialité ! Contact au 06 23 74 46 24



The Huchoèr needs you !

Envie de participer? De débattre ? D'emprunter le porte-voix?
Le Huchoèr est ouvert à toute proposition malhonnête!

Contact : huchoer@no-log.org
Le Huchoèr c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp cedex

Un tamm sevenadur Un p'tit d'couteür, un peu de culture



Fiskal Bazar - Ha goude-se...

Setu ur strollad arall hag a gana e brezhoneg, ha n'eo ket muzik hengounel. Ska-rock-reggae kentoc'h, sonet get pevar gwenedad : gitar, gitar boud, tamboulinoù ha kan 'èl rezon met akordeoñs ivez. Ar poziou a zo e brezhoneg bro Gwened (evit ur wezh n'eo ket roazhoneg !), ha n'eo ket kañtikoù : kanaouenn gentañ ar bladenn "ha goude-se..." anvet "Na jah, na mestr" a zisplega perak e vez ret deomp bout dizoue hep mezh. Ar bladenn a zastuma pemp ton e-menn e avez nac'het kevredigezh an dispign hag ar rasism, komzet e vez a-ziar gwirioù ar merc'hed hag ar yezhoù gwasket get "arouez ar vezh". Tout an traoù-se get tonioù flour ha plijus. Ar Bladenn a zo en em broduet ha n'eo ket ker tamm ebet. Goude-se n'eus ket 'met monet d'o selaou e unan ag o sonadegoù !

«Arouez ar vezh 'oa bet kroget tro-dro hor goùg,
Mezh ag hor yezh, ag hon-unan e'it blezadoù.
Arouez ar vezh 'oa bet plantet don er pennoù,
Ur samm ken pounner 'oa bet taolet àr hor chouk.»

Arouez ar vezh

Oi Polloi - Ar ceòl Ar cànan Ar-(A)-mach

Setu pladenn nevez skosiz Oi Polloi. 'El boaz, mechal penaos e ra ar c'hanour evit lârouit tout an traoù e vez skrivet àr gaier ar bladenn, met ar wezh-mañ e vez e gouezeleg penn-dre-benn. 'El rezon, tout an dud n'int ket kap komprenn ar yezh-mañ (me n'on ket), met un taol-lagad àr an titrou a laka an traoù aesoc'h : "Union Jack ? Thall's cac !", ur ganaouenn garantez àr ar seblant..."SS politician" pe "9/11" hag arall. Ha goude kement a vleadoù, n'int ket tost da di ar re gozh, tamm ebet ! Bepred anarcho-punk nerzhus kement er bladenn 'èl àr ar leur. Setu ur strollad mejennek n'en deus ket kollet e soñjoù ha ne yay ket da votiñ evit ar Labour pe ar SNP !



La Rosa dels Vents n°1

Le numéro 1 de la Rosa dels Vents, la revue des amiEs de Negres Tempestes, est disponible.

Au sommaire de ce numéro : la bataille locale pour sauver le Llobregat, un cours d'eau archi pollué en périphérie de Barcelone, un point sur la lutte des travailleurs/ses de Mercadona, toujours à Barcelone. On y apprend la création d'un site consacré à Salvador Puig Antich : www.salvadorpuigantich.info. On s'attarde sur les années 60/70 avec un rappel de l'histoire du mouvement provo aux Pays Bas mais aussi sur le mouvement des Indiens métropolitains. Et tout ça, intégralement en catalan mar plij. Bref, que du bonheur! Allez donc jeter un oeil par vous même pour découvrir le reste.

La Rosa dels Vents est dispo en téléchargement sur le site du collectif : <http://negrestempestes.barrisants.org>